LE TEMPS

jeudi 24 mai 2012

«Il faut absolument enquêter sur Facebook»

Anouch Seydtaghia

Des «class actions» visent Morgan Stanley et Facebook. L'action a rebondi mercredi

Mercredi, les premières actions en justice concernant Facebook ont été lancées. Hier, trois cabinets d'avocats ont lancé, séparément, les premières class actions (ou «recours collectifs») liées à l'introduction en bourse de Facebook vendredi. L'un des cabinets, Robbins Geller, avait par le passé réussi à obtenir 7 milliards de dollars dans l'affaire Enron.

Les plaintes visent non seulement le réseau social, mais aussi les trois principales banques qui ont participé à l'entrée en bourse: Morgan Stanley, surtout, et Goldman Sachs et J.P. Morgan. Ces établissements sont accusés d'avoir caché des informations aux investisseurs. En parallèle, la Finra et la SEC, les deux principales agences de réglementation des sociétés financières aux Etats-Unis, ont annoncé l'ouverture d'enquêtes préliminaires.

Morgan Stanley et les deux autres banques sont accusées d'avoir abaissé leurs prévisions de cours dans les jours précédant l'entrée en bourse. Et ce après avoir reçu de nouvelles informations de la part de Facebook. Ces banques auraient ensuite alerté certains investisseurs peu avant vendredi – mais leurs estimations n'ont pas été rendues publiques. Lundi et mardi, le titre a perdu au total 18,42%, avant de se reprendre mercredi. A 21h en Suisse, soit une heure avant la clôture de Wall Street, l'action était en hausse de 3,55% à 32,1 dollars.

Mardi, face aux premières critiques, Morgan Stanley s'était défendue, affirmant que Facebook avait «publié des prévisions additionnelles le 9 mai […] et «une copie en a été transmise à tous les investisseurs», sans compter que cette mise à jour des prévisions de Facebook a été «largement couverte par la presse».

Des arguments imparables? Non, estime Peter Cauwels, chercheur au département de gestion, de technique et d'économie de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich: «D'accord, il est communément accepté que les banques qui participent à une entrée en bourse disposent d'informations privilégiées. Mais il semble inacceptable que ces mêmes banques aient, juste avant l'entrée en bourse, décidé d'augmenter la fourchette de prix à 38 dollars. Et ce alors même qu'elles savaient que les dernières prévisions de croissance étaient moins bonnes que prévu.»

Plainte contre le Nasdaq

Du coup, estime Peter Cauwels, «Il faut absolument enquêter sur Facebook. Car les derniers documents transmis par l'entreprise à la SEC le 16 mai comprennent certes des avertissements sur les risques que coure la société, mais sans avancer de chiffres. Or, les banques ont peut-être eu accès à des informations plus précises – ce qui ne les a pas empêchées d'augmenter le prix de l'action.»

En parallèle, un investisseur du Maryland a de son côté porté plainte contre le Nasdaq, accusé de n'avoir pas traité dans les temps ses ordres vendredi. Le Nasdaq avait présenté ses excuses ce jour-là.